

DEPARTEMENT

Dordogne

ARRONDISSEMENT

Sarlat

CANTON

Domme

NOMBRE*De conseillers**En exercice :15**De présents :15**De votants :15***COMMUNE DE DOMME****PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil quatorze, le 28 avril à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire de Domme.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs DUFOUR – GOUNARD – LAGRANGE - LAHALLE – TAILLASSON-MAZELAYGUE - TROUBADY – ARMAGNAC – CAMINADE – CASSAGNOLE - COUSIN – GERMAIN – JOURDAN – LAMBERT – OZANNE - PASQUET.

Le Secrétariat de séance était assuré par : M. OZANNE.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le : 22/04/2014.

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 05/06/2014.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 04/06/2014.

**Démission et remplacement
De Mme Corinne Cellié**

Le Maire indique que Mme Corinne Cellié a donné sa démission de conseillère municipale par courrier du 11 avril 2014 et que conformément aux dispositions de l'article L 270 du Code Electoral il a pourvu à son remplacement par le suivant de la liste sur laquelle elle était candidate aux élections municipales.

Il rappelle que par délibérations du 10 avril 2014, le Conseil Municipal a constitué les commissions municipales et a élu les délégués aux syndicats, associations et autres organismes de regroupement.

En donnant sa démission de conseillère municipale, Mme Cellié est DE FACTO démissionnaire des commissions dans lesquelles elle devait siéger et de ses fonctions de délégués aux syndicats, associations et autres organismes de regroupement.

Après avoir voté, Mme Cellié est remplacée comme suit :

1) Commissions municipales

- Commission Finances : Michel Ozanne.
 - Commission Solidarité - Milieu associatif - Aires de jeux – Sport : Hervé Caminade.
 - Commission Communication – Embellissement et fleurissement : Jean-Louis Jourdan.
 - Commission Relation avec les commerçants – Marché : Marie-Hélène Lahalle.
 - Commission Ecoles – Activités et personnel périscolaires – restauration scolaire : Mme Cellié n'est pas remplacée.
- Voté à l'unanimité.

2) Syndicats, associations et autres organismes de regroupement

- Syndicat Intercommunal d'Energies de Domme :

Suppléant : Michel Ozanne.

- Syndicat Mixte AGEDI :

Titulaire : Michel Ozanne.

- Association MOLERIAE :

Titulaire : Michel Ozanne.

Suppléant : Francis Cousin.

Voté à l'unanimité.

- Association des Bastides du Périgord :

Titulaire : Bernadette Gounard (élue par 12 voix, 3 voix pour Michel Ozanne).

La présente délibération modifie les délibérations 42 et 43/2014 du 10 avril 2014.

Fonctionnement des Commissions Municipales

Le Maire souhaite que pour chaque commission municipale, il y ait un responsable et un référent. Le responsable présidera la commission et le référent sera l'intermédiaire entre celle-ci et le Maire. Pour chaque commission il propose les responsables et référents suivants :

Commission Voirie – Bâtiments communaux – Gestion des équipes techniques :

Responsable : Alain Germain.

Référent : Jean-Claude Cassagnole.

Commission Sécurité – Prévention – Circulation :

Responsable : Roger Armagnac.

Référent : Jean-Claude Cassagnole.

Commission Ecoles – Activités et personnel périscolaires – restauration scolaire :

Responsable : Amandine Dufour.

Référent : Jocelyne Lagrange.

Commission Finances :

Responsable : Jean-Bernard Pasquet.

Référent : Jean-Claude Cassagnole.

Commission Solidarité - Milieu associatif - Aires de jeux – Sport :

Responsable : Bernard Lambert.

Référent : Marie Hélène Lahalle.

Commission Communication – Embellissement et fleurissement :

Responsable : Jean-Bernard Pasquet.

Référent : Marie-Hélène Lahalle.

Commission Eau potable – Assainissement – Ordures Ménagères – Réseaux divers :

Responsable : Francis Cousin.
Réfèrent : Alain Germain.

Commission Relation avec les commerçants – Marché :

Responsable : Marie-Hélène Lahalle.
Réfèrent : Jocelyne Lagrange.

Commission Tourisme – Economie - Agriculture :

Responsable : Jean-Bernard Pasquet.
Réfèrent : Alain Germain.

Commission Cimetière et Affaires Funéraires :

Responsable : Hervé Caminade.
Réfèrent : Alain Germain.

Commission Fêtes et Cérémonies :

Responsable : Eliane Troubady.
Réfèrent : Marie-Hélène Lahalle.

Commission urbanisme - PLU – ZPPAUP - AVAP :

Responsable : Alain Germain.
Réfèrent : Jocelyne Lagrange.

Commission Patrimoine et Culture :

Responsable : Bernadette Gounard.
Réfèrent : Jean-Bernard Pasquet.

En outre, il propose qu'en cas d'absence, les membres des commissions ne pourront pas faire l'objet d'un remplacement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte les propositions du Maire à l'unanimité.

**Présentation du bilan
Comptable 2013 de
L'Office de Tourisme**

M. Philippe Vrand étant excusé, Mme Sophie Borde, Directrice, et M. Olivier Leverrier, Trésorier, présentent au Conseil Municipal, conformément aux statuts de l'Office de Tourisme, le bilan comptable de la saison écoulée. A l'unanimité, le Conseil Municipal prend acte de cette présentation.

**Avenants au contrat de
concession de l'Office de
Tourisme**

Le Maire indique que l'Office de Tourisme de Domme va occuper totalement la Halle au 1^{er} mai 2014.

Il propose de modifier l'annexe du contrat de concession du 25 juin 1996 de manière à intégrer ce site à ceux qui sont mis à la disposition de la commune à l'Office de Tourisme.

Le Maire rappelle également que l'article 19 du contrat de concession du 25 juin 1996, qui lie la Commune de Domme à l'Office de Tourisme de Domme, prévoit le versement d'un loyer à la commune de Domme pour utilisation du domaine public.

Il indique que ce loyer a été révisé en 2013 par avenant au contrat et propose de revaloriser ce loyer.
 Il propose de fixer ce loyer à 29.461 € pour l'année 2014.
 Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve les propositions du Maire et l'autorise à signer les avenants au contrat de concession correspondant à ces propositions.
 Les élus représentant le Conseil Municipal au Conseil d'Administration de l'Office de Tourisme n'ont participé ni au débat ni au vote.

**Convention « Petit Train
Routier » de l'Office de
Tourisme**

Le Maire indique qu'il convient de procéder au renouvellement de la convention qui lie l'Office de Tourisme de Domme à la Commune de Domme, relative à l'exploitation d'un petit train routier dans la bastide de Domme.
 Il propose d'augmenter la redevance annuelle due par l'Office de Tourisme à la Commune de Domme, en la fixant à 3.410 € par petit train exploité, et propose que cette redevance soit acquittée intégralement à la signature de la convention.
 Il propose également d'augmenter le loyer annuel du local servant de garage en le fixant à 656 €.
 Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à signer une convention avec l'Office de Tourisme de Domme suivant les conditions énoncées ci-dessus.
 Les élus représentant le Conseil Municipal au Conseil d'Administration de l'Office de Tourisme n'ont participé ni au débat ni au vote.

**Modification RAR 2013
Des Logements Sociaux**

M. le Maire rappelle que par délibération du 12 mars 2014, le Conseil Municipal a adopté le Compte administratif 2013 des Logements Sociaux, y compris les Restes à Réaliser à reporter au budget primitif 2014.
 Les Restes à Réaliser adoptés étaient les suivants :

Investissement Dépenses :

- 16	Emprunts et Dettes	456,82 €
------	--------------------	----------

Investissement Recettes :

- 021	Virement de la section de Fonctionnement	4958,93 €
- 16	Emprunts et Dettes	- 10,84 €
- 23	Immobilisations en cours	16899,84 €

Considérant qu'il n'y a pas lieu de reporter les opérations d'ordre ni les Restes à Réaliser en matière d'emprunts et dettes, le Maire propose de ne pas reporter au budget 2014 des Logements Sociaux les montants des opérations 16 (Emprunts et Dettes) en Dépenses et Recettes d'Investissement et 021 (Virement de la section de Fonctionnement) en Recettes d'Investissement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité cette proposition qui modifie le Compte administratif 2013 des Logements Sociaux.

**Modification RAR 2013
Commune de Domme**

M. le Maire rappelle que par délibération du 12 mars 2014, le Conseil Municipal a adopté le Compte administratif 2013 de la commune de Domme, y compris les Restes à Réaliser à reporter au budget primitif 2014. Parmi les Restes à Réaliser adoptés, figurait :

Investissement Dépenses :

- 040/2313 Constructions 5803,22 €

Considérant qu'il n'y a pas lieu de reporter les opérations d'ordre, le Maire propose de ne pas reporter au budget 2014 de la commune de Domme, les montants de l'opération 040/2313 (Constructions). Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte à l'unanimité moins une abstention cette proposition qui modifie le Compte administratif 2013 de la Commune de Domme.

Affectation résultat Comptable 2013 De la Commune De Domme

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'affecter le résultat comptable de l'exercice 2013 de la commune de Domme au Budget Primitif 2014 de la commune de Domme. L'affectation de ce résultat comptable est répartie ainsi :

- 267.040,95 € au compte 002 (Fonctionnement Recettes) ;
- 539.907,34 € au compte 001 (Investissement Dépenses).
- 539.907,34 € au compte 1068 (Investissement Recettes).

Affectation résultat Comptable 2013 Des Logements Sociaux

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'affecter le résultat comptable de l'exercice 2013 des Logements Sociaux au Budget Primitif 2014 des Logements Sociaux. L'affectation de ce résultat comptable est répartie ainsi :

- 12.407,97 € au compte 001 (Investissements Recettes).
- 10.886,65 € au compte 002 (Fonctionnement Recettes).

Vote des 4 taxes directes locales

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'appliquer aux taxes directes locales, pour l'année 2014, les taux définis ci-après :

- Taxe d'Habitation : 10,79 %
- Taxe sur le Foncier Bâti : 13,11 %
- Taxe sur le Foncier Non Bâti : 56,97 %
- Contribution Foncière des Entreprises : 16,94 %

Ces taxes ont été calculées de manière à opérer un transfert de fiscalité vers la nouvelle Communauté de Communes qui a accru ses compétences, mais aussi en tenant compte des dotations attribuées par l'Etat, dont le produit est en baisse de 7.000 € par rapport à 2013.

Vote BP 2014 des Logements Sociaux

Le Budget Primitif 2014 des Logements Sociaux est présenté par chapitre. Le budget s'élève :

- en dépenses et recettes de fonctionnement : 19.886,65 € ;
- en dépenses et recettes d'investissement : 16.899,84 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le Budget Primitif 2014 des Logements Sociaux.

Vote BP 2014 de la Commune De Domme

Le Budget Primitif 2014 de la commune de Domme est présenté par chapitre. Le budget s'élève :

- en dépenses et recettes de fonctionnement : 1.336.788,42 € ;
- en dépenses et recettes d'investissement : 1.620.482,84 €.

	Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le Budget Primitif 2014 de la commune de Domme.
Reversement du BP des Logements Sociaux au BP de la Commune de Domme	Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte à l'unanimité de reverser une somme de 9.625,45 € de l'article 6522 (Fonctionnement Dépenses) du budget primitif 2014 des Logements Sociaux à l'article 7551 (Fonctionnement Recettes) du budget primitif 2014 de la Commune de Domme.
Subvention au SIVOM De Domme-Cénac	Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'attribuer au SIVOM de Domme-Cénac, au titre de l'exercice 2014, une subvention d'investissement d'un montant de 7.000 € pour l'achat d'un camion, en remplacement de celui qui a brûlé.
Admission de créances En non valeur	Sur proposition de Mme le Comptable du Trésor de Sarlat, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'admettre en non valeur des créances irrécouvrables d'un montant total 236,96 €.
Redevance d'occupation Du domaine public par Les ouvrages électriques	Considérant qu'il appartient aux communes de fixer dans la limite des plafonds donnés par les articles visés ci-dessus la redevance due chaque année à une commune pour l'occupation du domaine public communal par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'énergie électrique, Considérant qu'en 2013 le montant plafond était de 193 € et que le taux d'augmentation de l'index d'ingénierie est de 1,03 %, Le Conseil Municipal ayant délibéré, à l'unanimité fixe à 195 € le montant plafond du en 2014 par ERDF-GRDF Services Périgord au titre de la redevance d'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité.
Bail d'un local sous l'école	Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention, autorise le Maire à renouveler pour une période de 3 ans et à signer le bail relatif à la location par M. Daniel Léger à la commune de Domme d'un local situé sous l'école de Domme. Le contrat prend effet au 1 ^{er} avril 2014. Le loyer trimestriel est fixé à 265 €.
Indemnité au comptable du Trésor	Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'attribuer l'indemnité de conseil des Comptables du Trésor à Madame Christine Schleck, Comptable Public de la commune de Domme, et autorise le Maire à signer tous les documents s'y rapportant.
Election d'un Conseiller Délégué	Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-18, L2122-20 et L2123-24 ; Le Maire propose au Conseil Municipal d'élire un Conseiller Délégué aux questions de Sécurité, de Prévention et de Circulation, et propose la candidature de Roger Armagnac. Le conseil Municipal, après avoir voté, élit Roger Armagnac, Conseiller Délégué aux questions de sécurité, de prévention et de circulation à l'unanimité moins une abstention. Dans le cadre de cette délégation, M. Roger Armagnac représentera la commune de Domme lors des visites et réunions de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement. Cette délégation prend effet au 1 ^{er} mai 2014.

**Indemnités du Maire, des
Adjoints et du Conseiller
Délégué**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2123-20 et suivants ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer dans les conditions prévues par la loi les indemnités de fonction du Maire, des Adjoints et du Conseiller Délégué étant entendu que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de fixer à compter du 1^{er} mai 2014 le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions de Maire et des fonctions d'adjoint pour une commune dont la population est comprise entre 1.000 et 3.499 habitants.

1) Indemnité de fonction du Maire

Taux maximal en % de l'indice brut 1015 (821 majoré) : 39 %. A cet indice, s'applique la majoration de 15% pour une commune chef lieu de canton.

2) Indemnités de fonction des adjoints

Taux maximal en % de l'indice brut 1015 (821 majoré) : 14,5 %.

3) Indemnité de fonction d'un conseiller délégué

Taux maximal en % de l'indice brut 1015 (821 majoré) : 6 %.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de procéder dans le cadre de l'enveloppe légale, à la répartition des indemnités de fonction (cf annexe 1) et d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Les indemnités de fonction seront payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires. Monsieur le maire et le comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération. Le montant de l'indemnité du Maire et des Adjoints est indiqué au Conseil Municipal et sera mentionné au registre des délibérations. La présente délibération annule et remplace celle du 10 avril 2014 se rapportant au même objet.

**Occupation du domaine
public par les commerces de
Domme**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les modalités de calcul des redevances dues au titre de l'empiètement du domaine public, par les commerces de Domme, du 1^{er} avril au 31 octobre de chaque année.

1) Droits de trottoirs

Ils sont fixés à 12 € par mois et par mètre carré.

L'occupation autorisée est limitée à la seule surface des trottoirs.

Une dérogation de dépassement sur la chaussée sera autorisée pour les commerces disposant d'un trottoir d'une largeur inférieure à 1,40 mètres. Dans cette hypothèse, l'occupation du domaine public autorisée ne pourra excéder une largeur totale de 1,40 mètres.

Tout dépassement constaté de cette largeur fera l'objet du paiement, par l'exploitant du commerce concerné, d'un droit mensuel supplémentaire calculé sur la base de 3.000 € par m² de dépassement.

2) Droits de terrasses

Ils sont fixés à 12 € par mètre carré et par mois. La surface est arrondie au mètre carré inférieur.

L'occupation du domaine public ne peut-être autorisée que dans le prolongement strict de l'immeuble du redevable. Lorsque le droit de terrasse est dû, il s'applique à la totalité de la surface occupée (aucun droit de trottoir n'est dû dans ce cas).

Tout dépassement non autorisé ou réalisé devant un édifice public fera l'objet du paiement, par l'exploitant du commerce concerné, d'un droit mensuel supplémentaire calculé sur la base de 3.000 € par m² de dépassement.

Les droits de terrasses sont calculés sur la totalité de la partie intérieure lorsque celle-ci est délimitée par des aménagements divers (pots de fleurs, clôture, etc ...).

3) Parasols

Les parasols ne doivent comporter ni publicité ni enseigne. Ils ne peuvent être scellés et doivent être installés de telle sorte qu'une fois déployés ils ne dépassent pas l'aplomb des limites des zones autorisées.

4) Distributeurs de boissons, chevalets, glacières.

Conformément à la Charte des Commerces, leur présence sur le domaine public est déconseillée mais leur maintien sera consenti contre paiement, par l'exploitant du commerce concerné, d'un droit mensuel supplémentaire calculé sur la base de 3.000 € par unité.

Les glacières de teintes unies et non criardes, ne comportant aucune publicité, seront dispensées du paiement de ce droit.

5) Dispositions diverses

L'occupation du domaine public par les commerces est subordonnée à une demande établie par eux tous les ans à partir d'un formulaire communiqué par la Mairie de Domme et qu'ils lui retourneront impérativement tous les ans avant le 15 mars.

Pour les restaurants, bars, snacks, brasseries sandwicheries et pizzérias, le ou les bordereaux de recyclage des graisses de l'année précédente devra être impérativement annexé à cette demande d'occupation du domaine public.

Les commerces qui n'auront pas fourni tous ces documents à temps ou qui y auront fait figurer de fausses informations ne pourront pas occuper le domaine public pendant une période déterminée par le Maire.

Les commerces ne pourront occuper que la surface de terrasse ou la longueur de trottoir autorisée par le Maire.

Toute occupation du domaine public sans autorisation du Maire est interdite.

La présente délibération annule et remplace à compter du 1^{er} avril 2014 toute autre délibération relative à l'occupation du domaine public par les commerces de Domme.

Droits de stationnement	<p>Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de modifier comme suit les droits de stationnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parkings St James n° 1 et n° 2 : 3 €/la journée ; - Aire Camping-Cars du Pradal : 3 € de 10h00 à 19h00, 7 € de 19h00 à 10h00.
Remboursement d'un Trop perçu d'EDF	<p>Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte l'encaissement d'un chèque d'un montant de 921,98 €, correspondant à un trop perçu d'EDF.</p>
Aménagement des espaces Publics de la Grand'Rue	<p>Le Maire rappelle que la précédente Municipalité a engagé une opération d'aménagement des espaces publics de la Bastide, opération qui a démarré par la rue Porte de la Combe. Il propose au Conseil Municipal de poursuivre cette opération par l'aménagement des espaces publics de la Grand'Rue et de l'autoriser à engager une consultation de maîtres d'œuvres.</p> <p>Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, accepte les propositions du Maire à l'unanimité. Le Maire rappelle l'étude réalisée en 2008 par l'ATD, évaluant le montant des travaux d'aménagement de la Grand'Rue à 270.000 € HT.</p>
Halle : avenant au lot 6	<p>Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte un avenant en plus value au lot n° 6 (Cloisons – Faux Plafonds), d'un montant de 127,20 € et autorise le Maire à le signer.</p> <p>Cet avenant concerne le remplacement d'une cloison de 72 mm par une cloison de 98 mm.</p>
Communications	<p><u>- Organisation des maïs</u></p> <p>Le mai général sera organisé le lundi 9 juin 2014 (Lundi de Pentecôte). Le mai (offert par le Domaine de la Banque de France à Giverzac) sera planté vers 17h00 place de la Halle et sera suivi d'un buffet froid salle du Pradal. Le samedi 6 et le dimanche 7 juin 2014 seront consacrés à la plantation des maïs individuels.</p> <p><u>- Elections pour le Parlement Européen du 25 mai 2014</u></p> <p>Le bureau de vote sera tenu comme suit par les élus :</p> <p>8h00 – 10h30 : Jocelyne Lagrange – Eliane Troubaday – Hervé Caminade.</p> <p>10h30 – 13h00 : Christelle Taillasson-Mazelaygue – Bernadette Gounard – Bernard Lambert.</p> <p>13h00 – 15h30 : Alain Germain – Francis Cousin – Michel Ozanne.</p> <p>15h30 – 18h00 : Jean-Bernard Pasquet – Marie-Hélène Lahalle – Jean Louis-Jourdan – Jocelyne Lagrange.</p> <p><u>- Cérémonies du 08 mai 2014</u></p> <p>Le Maire invite les élus à y participer. Elles débiteront à 10h45 à Cénac (rassemblement à la Mairie). Le repas sera servi à Domme (Restaurant « La Poivrière »).</p>

Fait à Domme, le 30 avril 2014